

Les ambitions de Xi Jinping prospèrent dans une Europe divisée

Le Figaro du 20 03 2019

de FABRICE NODÉ-LANGLOIS et VALÉRIE SEGOND

Le président chinois arrive en Italie, jeudi, avant de se rendre en France. Rome va officiellement rejoindre son grand projet stratégique des « nouvelles routes de la soie ». De quoi irriter ses alliés européens traditionnels.

C'est par l'Italie, qui accueille pour la première fois depuis presque dix ans un président chinois, que Xi Jinping entame ce jeudi une tournée qui le mènera dimanche en France. Il arrive dans un continent divisé sur l'attitude à adopter face aux investissements de la Chine dans les actifs stratégiques, en particulier dans le cadre de ses « nouvelles routes de la soie », vaste projet économique et géopolitique de Pékin qui agace Washington et suscite de plus en plus de méfiance à Berlin, Paris et Bruxelles.

Car Rome entend rejoindre, par la signature samedi au Sénat d'un accord-cadre, ce réseau d'infrastructures ferroviaires et maritimes qui traverse tout le continent asiatique et dont le premier objectif est de faciliter les échanges commerciaux. Avec à la clé, comme toujours, de nombreux contrats mais surtout des accords entre la Chine et les ports de Trieste et de Gênes pour que ces derniers soient en mesure d'accueillir et de traiter les cargaisons des grands porte-conteneurs chinois. Une nouveauté alors que l'Italie avait jusque-là toujours fini par s'opposer aux offres de la Chine sur le port de Venise.

À Trieste, China Construction Communication Company, le bras opérationnel de Pékin, va travailler sur le réseau ferroviaire de l'arrière-pays jusqu'en Slovénie. Tandis qu'à Gênes il va contribuer à la définition des appels d'offres pour l'aménagement du port.

Pour l'instant, il ne s'agit pas d'une prise de contrôle des ports italiens par la Chine, qui, en tout état de cause, sera présente au même titre que de nombreux autres investisseurs étrangers. Même si, selon Philippe Le Corre, qui scrute les investissements chinois pour la Harvard Kennedy School, Pékin « plante son drapeau dans un mouvement d'encerclement et de déploiement d'une toile géoéconomique ». Pour l'Italie, explique Filippo Fasulo, coordinateur du centre de recherche de la Fondation Italie-Chine, « l'important est qu'elle s'assure que les bateaux chinois, au lieu de passer du Pirée à Gibraltar pour décharger leurs cargaisons à Hambourg et Rotterdam, utiliseront les ports de Trieste et de Gênes pour desservir les marchés européens ». Ce n'est pas tout. Car Xi Jinping se rendra également à Palerme, ville natale du président italien, Sergio Mattarella, mais aussi un port stratégiquement placé pour devenir un grand hub maritime de la Méditerranée, et dans lequel un grand fonds de Shanghai se préparerait, dit-on, à investir 5 milliards d'euros.

Stratégie géopolitique

Ces dix dernières années, l'Italie était déjà le troisième récipiendaire d'investissements chinois en Europe, selon l'American Enterprise Institute, avec 23 milliards d'euros cumulés. Parmi les grandes prises de participation, le rachat de Pirelli par ChemChina en 2015 pour 7,9 milliards, après l'entrée en 2014 au capital d'ENI (pétrole) et d'Enel (électricité), et d'Intesa et Unicredit en 2015.

La France demeure aussi une terre de chasse privilégiée pour la Chine, qui, en 2018, a déboursé pas moins de 5,5 milliards pour s'offrir entre autres St Hubert dans l'alimentaire, Axilone Plastique, 5 % du capital d'Accor et surtout le spécialiste français des microconnecteurs de cartes à puces Linxens pour 2,6 milliards. À Bercy, on estime qu'aujourd'hui, avec le renforcement du contrôle des investissements étrangers, on n'aurait peut-être pas laissé faire ce rachat.

Néanmoins, la Chine ayant voulu limiter les sorties de capitaux, l'année 2018 fut marquée par un fort recul, de 40 %, des investissements chinois en Europe, à 17,3 milliards, selon le dernier rapport du Rhodium Group et de Merics. Mais, signe que ces investissements relèvent toujours d'une stratégie géopolitique globale, remarque Philippe Le Corre, « ils viennent de plus en plus d'entités chinoises publiques tels que Cosco, CCCC, Citic et le fonds souverain Safe, au détriment des groupes privés, et se concentrent sur les infrastructures stratégiques, les marques et les technologies de pointe ». Des particularités qui expliquent le changement d'attitude récent de l'Europe, qui, dans son document d'orientation, pointe la Chine non plus comme un « partenaire » mais comme un « concurrent ». Pis, comme « un rival systémique » (lire ci-dessous).

D'où les crispations sur l'initiative italienne dont le péché originel, selon le sinologue Francesco Sisci, est surtout d'« avoir préparé cet accord commercial de portée géopolitique sans s'être coordonné avec ses alliés historiques ». Elle n'a pas tenu compte de l'inquiétude de la Maison-Blanche qui, fin 2017, dans un document présentant sa stratégie de sécurité nationale, s'inquiétait de l'« implantation stratégique » chinoise en Europe via des « investissements dans des industries clés et des technologies sensibles ». C'est ainsi que Washington s'est récrié la semaine dernière contre l'OPA d'un groupe chinois sur EDP, l'électricien portugais, reprochant à Lisbonne sa dépendance vis-à-vis de Pékin.

Droits de l'homme

En Italie, le projet a été conduit par le ministre de l'Économie, Luigi Di Maio, et surtout par son secrétaire d'État, Michele Geraci, qui a vécu dix ans en Chine et est le grand artisan de ce rapprochement. Ils y ont vu les opportunités économiques et ont voulu apporter des garanties demandées par l'Europe en exigeant que les investissements soient financés par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), une banque créée par Pékin en 2014 avec 69 pays au capital, qui accorde des prêts selon des procédures conformes à la législation de l'Union européenne. Ils ont aussi exclu la 5G des investissements chinois, pour répondre aux craintes sur la sécurité des données sensibles en Europe.

Mais ils n'ont pas pris la mesure de la portée politique de l'événement. « Par cet acte, analyse Filippo Fasulo, l'Italie reconnaît implicitement à la Chine un rôle politique de redéfinition d'un ordre mondial sinocentré. » Pour Pékin, c'est une victoire sur la scène géopolitique : « La Chine utilise un pays du G7 pour créer une brèche dans la solidarité occidentale », estime le général italien Carlo Jean, spécialiste de géoéconomie. La crainte est que, tôt ou tard, cet accord se paie d'un soutien implicite à la politique chinoise. « La Grèce, le Portugal et la Hongrie, qui ont rejoint les “nouvelles routes de la soie” n'ont pas réussi à séparer l'entreprise de la politique, en particulier lorsqu'il s'est agi de prendre position sur les droits de l'homme », remarque Gianfranco Polillo, ancien sous-secrétaire d'État à l'Économie dans le gouvernement Monti.